

<h1>1983</h1>	<p>Source : <i>La Revue nouvelle</i> N° 10 - octobre 1983</p>
---------------	---

Israël et la Diaspora

Léon Brenig, Marcel Liebman, Henri Wésoly

Juif. Israélite. Israélien. Qui est quoi ? Pourquoi ? Comment ? Questions aux réponses hésitantes qui soulèvent d'autres interrogations : qui est Juif ? Comment est-ce, être Juif ? D'autant qu'il faut savoir que tous les Israéliens ne sont pas Juifs, ni tous les Juifs Israéliens. Que tous les sionistes ne sont pas Juifs, que tous les Juifs ne sont pas sionistes. Que tous les Juifs sont israélites mais que le mot n'est plus guère qu'un euphémisme poli ou hypocrite. Comment intégrer l'idéologie sioniste dans la longue histoire juive ? Quels sont les rapports entre la Diaspora juive et Israël ? Et ainsi de suite.

Cet article, dans le cadre de ce dossier, ne peut que lancer quelques coups de projecteur. Sur la carte de l'univers juif, nous ne dessinerons que les océans et les chaînes de montagne. Où commencer une histoire du judaïsme ? On pourrait remonter au Déluge... et avant. Mais ce qui nous interpelle, n'est-ce pas le lien complexe qui unit le sionisme (et Israël) avec le monde juif ?

Fin du XIX^{ème} siècle : les communautés juives européennes sont parcourues par divers courants, d'importance variable. Voici la bourgeoisie juive, assez tentée par l'assimilation dans le pays où elle réside. Voici le prolétariat juif, les « Bundistes » tentés par le socialisme. Voici les courants religieux, divers et puissants. Surgit alors une idée dont la nouveauté reflète - et selon certains critiques du sionisme détourne - le rêve millénaire du retour à Sion : et si les Juifs se créaient leur Etat ?

Une idée qui fera son chemin (principalement dans les communautés d'Europe de l'Est). Un concept que favorise la montée des nationalismes européens accompagnée d'une recrudescence de l'antisémitisme (un phénomène qui culminera en horreur avec le nazisme). Mais le sionisme est un chemin farouchement combattu par les Juifs eux-mêmes. Les religieux estiment que le sionisme est sacrilège, qu'il usurpe une tâche dévolue à Dieu qui seul peut ramener Son peuple sur Sa terre. Les socialistes, de leur côté, repoussent ce nationalisme petit-bourgeois alors que l'avenir est à l'Internationale qui « sera le genre humain ». Les bourgeois, eux, se méfient des tendances parfois socialisantes de ces illuminés qui se refusent à faire leur trou sur place, à s'intégrer dans le pays. Le sionisme progresse pourtant, lentement, difficilement. A l'aube de la

Deuxième guerre mondiale, il est encore minoritaire, en particulier à l'Est, où existe une majorité « bundiste » (socialistes juifs).

1945 : le génocide a amplement justifié le pessimisme sioniste (« Ils ne nous accepteront jamais »). Les masses prolétariennes juives ont été décimées. Le sionisme devient l'idéologie juive dominante même si tous les Juifs n'ont pas l'intention de se rendre en Israël. Une domination idéologique naturellement accrue, et même consacrée par le succès que représente la création en 1948 de l'Etat d'Israël.

Cette création entraîne aussi l'apparition d'un phénomène qui bouleversera Israël dans quelques décennies : les sépharades¹ font irruption dans le monde politique juif contemporain en se rendant massivement dans le nouvel Etat. Il s'agit d'un tournant dans l'histoire séculaire des Juifs et des Arabes. Une histoire qui sans avoir été toujours idyllique n'a vu se dérouler que très épisodiquement les massacres, expulsions et pogromes qui marquèrent profondément les minorités juives dans l'Occident chrétien. (Ce départ de la Diaspora sépharade s'explique également par le phénomène de décolonisation, entamé à l'époque, nombre de Juifs craignant de subir les contrecoups des nationalismes victorieux ou en passe de l'être). En Israël même, les populations sépharades constitueront, pour des raisons socio-économiques, une population se considérant souvent comme marginalisée. Occupant les fonctions les moins spécialisées dans la main-d'oeuvre, sous-représentée dans l'enseignement supérieur et dans les cadres de l'Etat, leurs rapports avec les ashkenazes² reproduisent, en gros, des conflits de classe doublés de frictions à caractère ethnique.

Un lent virage vers le conservatisme

Mais tous les Juifs ne vont pas en Israël (seuls environ 3 millions et demi sur environ 14 millions s'y trouvent). Parmi ceux qui restent, on assiste à un phénomène très net d'embourgeoisement. Le prolétariat juif ne se recrée pas et la grande majorité tend vers les classes moyennes. L'attachement de nombreux Juifs à l'URSS, qui culminera au lendemain de la Seconde guerre, subit un net recul au fur et à mesure que l'on découvre la persistance de phénomènes antisémites dans « la patrie du socialisme ». Ce désenchantement à l'égard de l'URSS s'accompagne d'un scepticisme grandissant à l'égard de l'idéologie et du mouvement communistes, voire de la gauche en général.

Ainsi, alors que l'Etat d'Israël est une société capitaliste, gouvernée par des sociaux-démocrates, avec des îlots de socialisme (kibboutzim, moshavim), les communautés juives, elles, amorcent un lent virage vers le conservatisme. Diverses

¹ Nom donné aux Juifs originaires d'Espagne et des pays méditerranéens.

² Juifs originaires d'Europe à l'exception des pays méditerranéens.

raisons contribuent à cette tendance : d'abord le fait qu'Israël, après quelques hésitations au moment de sa création, se range résolument dans le camp occidental ; le fait aussi qu'apparaît dans le système politique mondial un tiers-mondisme qui perçoit Israël comme tenant du camp occidental. Dans la foulée, les « nouvelles gauches » très sensibles à ce mouvement, emplies d'ardeur révolutionnaire, voient dans Israël un allié de l'impérialisme. Groupuscules, certes, mais dont l'action catalyse le glissement juif vers la droite.

Juin 67: la guerre des Six jours. Le sionisme bouleverse tout, balaye tout. De gauche à droite, le monde juif s'unit autour d'Israël qu'on croit menacé de destruction. Peur, ferveur, puis soulagement. Les sionistes sont confortés dans leurs certitudes, les hésitants retrouvent le chemin de l'amour de Sion et ceux-là mêmes qui se croyaient les plus détachés du sionisme et d'Israël se découvrent soudain des liens profonds avec lui.

Israël, je t'aime !

Figeons provisoirement cette description. Tentons de photographier, en quelques instantanés, le Juif qui aime et défend Israël. Les raisons de cet attachement sont variées : d'abord, très nombreux sont les Juifs qui ont de la famille « là-bas », famille dont ils se soucient naturellement, d'autant qu'elle se trouve en quelque sorte « au front ». Israël est également perçu comme un Etat-refuge, l'endroit où ils sont acceptés en tant que Juifs. Idée juste et rassurante pour qui conserve la mémoire de siècles de mauvais traitements, de persécutions (sans oublier le génocide hitlérien). Une idée ancrée chez de nombreux Juifs qui ne désirent pas vivre en Israël, « mais on ne sait jamais ».

D'autre part, l'Etat juif a profondément modifié l'image que les Juifs avaient d'eux-mêmes et celle qu'ils avaient (ou croyaient avoir) dans le regard de l'autre : un peuple cosmopolite, peu courageux, faible. Israël a démontré que les Juifs étaient « comme les autres » (une des clés de la compréhension des Juifs et d'Israël passe par la perception de cette quête de normalité qui n'exclut d'ailleurs pas la volonté d'un droit à la différence). Israël a démontré que les Juifs pouvaient être agriculteurs ou bâtisseurs, marins ou soldats. 1967 marqua l'apogée de cette réhabilitation de la capacité juive à combattre, commencée par le soulèvement héroïque du ghetto de Varsovie et terminée par un triomphe total sur trois armées ennemies.

Autres sources d'attachement : une série de liens culturels et religieux. Il faut encore ajouter que l'amour d'Israël tend également à remplacer ce qui constituait auparavant le ciment de la cohésion juive : la concentration dans de mêmes lieux (ghettos ou « shtetl »), identité de métiers, religion, langue commune (yiddish ou ladino), sentiment d'être « étranger sur une terre étrangère ». Tout cela a souvent disparu. Les Juifs n'habitent plus dans un même quartier (Anvers est une exception), ne sont plus

des immigrés, parlent la langue du pays, exercent toutes les professions, pratiquent de moins en moins leur religion, se marient de plus en plus avec des non-Juifs. Que reste-t-il ? Quelques traditions maintenues par la pression familiale (se rendre à la synagogue le jour du Grand Pardon, respecter telle ou telle fête et l'autorité parentale)... et la passion d'Israël. On perçoit également, depuis la création de l'Etat, et plus encore depuis la guerre des Six jours, des attitudes où percent un ralliement à la « raison d'Etat » et, partant, un refus de remettre en cause, et même de discuter une série de postulats politiques (« Israël et son gouvernement ont toujours raison », « Israël et les Juifs sont entourés d'ennemis », « Israël assure la protection des Juifs contre l'antisémitisme », etc.).

Que faire ?

Concrètement, que fait le Juif sioniste pour Israël ? D'abord, il le soutient financièrement. C'est une tradition qui remonte aux débuts du mouvement (à l'époque, lorsqu'on demandait « qu'est-ce qu'un sioniste ? », on répondait : « c'est un Juif allemand qui demande de l'argent à un Juif français pour envoyer un Juif polonais en Palestine »). Cet argent qu'il verse à quelque-une des nombreuses organisations existantes, est offert spontanément, encore qu'on ait vu, en période de crise, de riches Juifs se réunir pour se « taxer » mutuellement. En plus de l'argent versé au pays, il y a celui que bien souvent on envoie à la famille, là-bas.

Outre cela, le Juif sioniste, dans sa pratique quotidienne, vit avec Israël. Il en parle, il le défend, il le soutient, il l'explique aux autres, il participe aussi aux diverses manifestations communautaires (bals, spectacles, conférences, etc.). Lorsqu'il le faut, il descend dans la rue manifester son appui par de grandes démonstrations. D'une manière générale, tout ce qui vient d'Israël (ou du monde juif) l'intéresse. Il écoute quatre radios et regarde trois chaînes de télévision pour être sûr de ne pas rater une information sur le Moyen-Orient. Et souvent, il se plaint avec véhémence de la partialité des médias...

Ajoutons qu'il passe volontiers ses vacances « au pays ». Le beau temps joint au patriotisme, que demander de mieux ? Une minorité enfin (moins d'une centaine par an en Belgique) tente l'aventure de « l'alyah », c'est-à-dire de l'installation définitive en Israël. Pour beaucoup, le décalage culturel et les difficultés de la vie font qu'il ne s'agit que d'un aller-retour.

Quelle allégeance ?

Tant d'attachement du plus grand nombre de Juifs vivant en Diaspora, des liens si étroits et si profonds de la part des organisations qui les encadrent et des institutions qui en sont les porte-parole et, dans des cas fréquents, une affirmation de soutien politique inconditionnel dont bénéficient tous les gouvernements israéliens quels qu'ils soient, il y a là un concours de faits qui ont soulevé nombre de commentaires critiques ou apologétiques. Cette controverse tourne autour de l'idée de *double allégeance* : n'y aurait-il pas, dans les communautés juives, une situation trouble marquée par des loyautés contradictoires, les unes tournées vers le pays de résidence, les autres vers Israël ? Et il s'agirait bien de *loyautés*, ce qui implique autre chose qu'une sentimentalité confuse mais relève, au contraire, du politique.

Ce problème n'est pas nouveau. Avec un contenu revu et corrigé depuis la création de l'Etat d'Israël, il reprend une vieille accusation qui a fait partie de l'arsenal quasi classique de l'antisémitisme. Ce dernier reprochait aux Juifs un manque de loyauté envers les nations qui les accueillait, des solidarités particulières, un refus et même une incapacité de vouloir s'assimiler. Ils formaient, disait-on, un corps étranger, un Etat dans l'Etat, un noyau irréductible justifiant, de la part des communautés nationales, un réflexe de légitime défense sous forme de mesures discriminatoires ou, à tout le moins, d'attitudes de grande vigilance. Ce réquisitoire tenait peu compte des protestations qu'il soulevait parmi les Juifs eux-mêmes, souvent très soucieux de se comporter en citoyens irréprochables de leur pays (d'adoption). Il négligeait aussi les divisions profondes à l'intérieur du monde juif, jugé de l'extérieur comme un bloc homogène et uni. A la limite, cette méfiance qu'entretenaient envers les Juifs les milieux nationalistes s'exprimait dans l'hypothèse (ou la thèse !) d'un complot auquel le « Protocole des Sages de Sion »³ donnait un semblant de consistance.

Les liens unissant aujourd'hui les communautés juives à l'Etat hébreu ne donnent-ils pas au problème une nouvelle actualité ? Il est clair que les Juifs qui, individuellement ou en groupe, se sentent les plus proches d'Israël peuvent être partagés entre des sollicitations contradictoires, surtout lorsque l'Etat dont ils sont citoyens passe, dans ses relations politiques et diplomatiques, par une phase de tensions avec Israël. Cela a pu être le cas, en particulier, pour les Juifs des Etats-Unis ou pour les Juifs de France. Certains de leurs dirigeants défendent, dans ces circonstances, les intérêts d'Israël dont ils affirment d'ailleurs qu'ils correspondent, à plus ou moins longue échéance, à ceux de leur pays (d'adoption). Certains « lobbies » proclament d'ailleurs ouvertement leur

³ Document forgé de toutes pièces par la police tsariste et tendant à démontrer l'existence d'une conspiration juive visant à dominer le monde.

volonté de protéger et de renforcer, partout où cela est possible, les positions acquises par la diplomatie israélienne. Ils en font quelquefois des enjeux électoraux en demandant à leur public de lier son vote aux dispositions plus ou moins favorables à l'Etat juif manifestées par les candidats.

En général, les responsables des communautés font toutefois preuve d'une plus grande circonspection. Même lorsqu'ils expriment leur sympathie pour Israël, ils veillent à éviter les situations de conflit et, le cas échéant, à ne pas permettre qu'elles puissent s'exacerber au point de rendre un choix nécessaire. Et le nombre de Juifs qui reconnaissent, explicitement ou non, qu'ils se sentent plus concernés par Israël que par les problèmes qu'ils vivent directement, dans les pays où ils sont établis, ce nombre est sans doute et en tout état de cause, fort limité. Ceci n'est naturellement pas étranger au degré d'attraction provoqué par les cultures nationales et qui varie de pays à pays, le cas de la France étant, par exemple, différent de celui de la Belgique où aucune de nos communautés ne peut se targuer d'un rayonnement similaire à celui exercé par nos voisins du Sud.

Des rapports ambigus

Quelle que soit la manière dont on juge les attaches entre Israël et la Diaspora, on en reconnaîtra la puissance. Cette dernière tient à un mouvement spontané des Juifs. Mais il va de soi que l'Etat hébreu s'efforce, pour sa part de les renforcer au maximum. Il ne s'agit pas seulement là d'intérêts politiques - immédiats - encore que ceux-ci soient évidents. Ce qui est fondamentalement en cause, c'est la nature même de l'entreprise sioniste qui a fait d'Israël un Etat *juif*. Ce choix a des implications fortes importantes : le gouvernement de Jérusalem se sent des responsabilités particulières à l'égard de millions de Juifs dispersés dans le monde et qui ne sont pas ses ressortissants. Ce mélange d'intérêt et de sollicitude emprunte les formes les plus diverses, depuis la volonté de défendre les Juifs contre des poussées éventuelles d'antisémitisme jusqu'à l'encouragement à l'organisation, ou l'organisation même d'un réseau d'institutions sionistes. Il est vrai que le sens même de l'entreprise sioniste s'est transformé avec le temps. L'appel à l'immigration vers Israël qui correspond au projet initial ne rencontrant généralement que peu d'échos, les Israéliens doivent s'adapter à cette situation de fait. Ils s'y résignent non sans, quelquefois, un sentiment d'irritation : qu'attendent donc ces Juifs, rescapés de tant de persécutions, pour se mettre définitivement à l'abri en rejoignant leur patrie, leur seule patrie ? D'autant que les périls qu'ils courent seraient également d'un autre ordre : livrées à elles-mêmes, les communautés juives seraient menacées de cette mort spirituelle qu'est l'assimilation. Il y a entre Israéliens et Juifs de la Diaspora une espèce de contentieux surtout perceptible en période de crise. Lorsque, par exemple, des critiques s'élèvent dans la Diaspora à l'égard de tel ou tel aspect de la

politique israélienne, les habitants de Tel-Aviv ou de Haïfa sont tentés par un double sentiment d'indignation et d'exaspération : plutôt que de critiquer dans le confort et la quiétude d'un Occident doré, pourquoi ne nous rejoignent-ils pas à notre poste de combat ?

Il est clair que les autorités israéliennes ne peuvent simplement entériner les humeurs ou les rancœurs que le citoyen moyen entretient parfois à l'adresse des Juifs du monde. Quoi qu'il en soit de leur désir de voir augmenter l'alyah, il faut exploiter au maximum les possibilités qu'offrent les rapports réels qui lient les Juifs à Israël. C'est à quoi servent une série d'institutions où voisinent Juifs diasporiens et Israéliens et que l'on trouve à tous les niveaux de la vie communautaire. Elles ont quelquefois, mais pas toujours, une étiquette sioniste. Il s'agit bien souvent d'écoles dans le personnel desquelles une place est faite à des enseignants venus d'Israël. Il s'agit également d'organisations de jeunesse dont les dirigeants sont israéliens et à qui l'on confie une tâche éducatrice et idéologique qui, dans le meilleur des cas, culmine dans la préparation à l'alyah. Il y a encore les représentants de l'Agence juive qui dépendent étroitement d'Israël et dont l'influence est grande au sein de nombreuses associations, tels les groupements d'étudiants juifs. Ces derniers voient leurs activités largement déterminées par des directives, des choix et des exclusives décidés par des Israéliens. Il y a enfin les ambassades israéliennes elles-mêmes qui disposent de contacts privilégiés avec les communautés juives. Entre les porte parole de celles-ci et les représentants de l'Etat israélien, la concertation publique ou discrète, est bien organisée et débouche sur des prises de position politiques, principalement en périodes de crise.

Le réseau relativement serré de ces rapports peut impressionner. Son efficacité n'est pas douteuse dans la mise en place d'un « lobby » qui, dans certains pays, a un poids non négligeable. Mais si la « machine » fonctionne bien, elle ne le doit pas seulement à l'activité inlassable des diplomates israéliens et à l'autorité qu'ils s'arrogent. Tout cela est possible parce que beaucoup d'institutions communautaires, reflétant d'ailleurs la volonté de leurs membres, se prêtent, et quelquefois avec enthousiasme, à cette collaboration. Il faut finalement y voir la traduction d'un consensus profondément ancré dans la conscience actuelle d'un très grand nombre de Juifs et certainement de ceux qui, avec le plus de netteté, se proclament tels.

Après 1967

Pourtant la symbiose judéo-israélienne n'est pas parfaite. Elle a toujours fait l'objet de critiques ou, à tout le moins, de réticences, alimentées par diverses motivations : souci d'autonomie des uns, attitude plus oppositionnelle des autres à certains aspects de la politique sioniste. Il y a eu l'émergence d'un courant « diasporien » qui mettait en cause la « centralité » de l'Etat d'Israël et affirmait que les Juifs devaient organiser leur présent

et envisager leur avenir en fonction de leurs exigences et de leurs motivations propres. L'attachement à l'Etat juif n'était pas nécessairement remis en cause, mais plutôt son caractère prioritaire. Pourtant, ces formes diverses de contestation n'ont pris corps que très lentement et ne représentaient jusqu'il y a peu que des options fort minoritaires parmi les Juifs. Certes, l'identification totale, inconditionnelle et exaltée avec Israël, si caractéristique de la lame de fond qui avait secoué en 1967 les communautés juives, avait tendance à s'effriter. Mais le phénomène était peu perceptible. Discrètement, des réserves apparaissaient, des doutes commençaient à s'exprimer, des inquiétudes naissaient là où l'adhésion à Israël - envisagé comme un tout : son existence, sa défense, son peuple et ses gouvernements - avait été sans faille depuis la « guerre des Six jours ».

Cette évolution - on ne s'en étonnera pas - fut surtout le fait de milieux intellectuels et progressistes. Est-elle redevable à la prise de conscience, générale dans le monde, du « fait palestinien » et de sa revendication ? Cela est douteux parce que si les droits des Palestiniens ont bénéficié d'un commencement de reconnaissance qui aurait pu miner l'adhésion à Israël, les moyens violents auxquels l'OLP s'est sentie acculée et par lesquels elle s'est longtemps manifestée ont agi en sens contraire : ils renforçaient le sentiment que, malgré sa force militaire, l'Etat hébreu continuait à être l'objet de menaces. Dans ces conditions, l'Organisation de Libération de la Palestine a souvent servi de repoussoir, la majorité des Juifs, à l'exemple de ce qui se faisait en Israël l'identifiant purement et simplement à une entreprise antisémite, voire nazie.

Par contre, d'autres facteurs ont joué davantage. Le refus d'Israël d'évacuer les territoires conquis en 1967 et la politique d'occupation pratiquée en Cisjordanie ont contredit l'image d'un pays parfaitement libéral et démocratique. L'évolution de la société israélienne a suscité des déceptions : sa volonté de tirer profit de ses victoires militaires, le renforcement d'un courant nationaliste intransigeant s'incarnant en la personne de Menahem Begin, la transformation du climat politique et culturel israélien où le vieux fond socialisant a été battu en brèche par un néo-libéralisme de plus en plus agressif, tout cela a provoqué, chez certains, un désenchantement. Victoire électorale de la droite beginniste, remportée pour la première fois en 1977 et arrachant le pouvoir aux travaillistes ; confirmation, en 1980, de ce retournement et accentuation des traits les plus conservateurs du gouvernement de Jérusalem ; pas de retraits des territoires occupés, ni indépendance ni véritable autonomie concédée, fût-ce à terme, aux Palestiniens, pas de négociation avec une OLP pourtant en passe de se résigner à l'existence d'Israël. Voilà autant de données qui sourdement tout d'abord, ont alimenté un courant de plus en plus contestataire au sein de la Diaspora. Contestation longtemps feutrée et modeste volontiers portée à s'autocensurer et disposée à laver son linge sale en famille seulement, contestation tout de même et, à ce titre, mal acceptée par Israël, ses représentants et ses ambassades.

C'est alors qu'éclata la guerre du Liban, et ses remous, parmi les communautés juives, furent considérables. Les courants ouvertement critiques envers Israël étaient encore très marginaux et tout à fait isolés, dénoncés avec véhémence en raison même de cette marginalité et de cet isolement. Brusquement, des voix moins suspectes se firent entendre en milieu juif pour exprimer tout à la fois la persistance de leur attachement à l'Etat israélien et leur refus de sa politique. Ce déchaînement de violence, aucune menace dirigée contre l'existence d'Israël ne pouvait la justifier. Les Etats arabes demeurant passifs, ni coalition puissante ni encerclement ne pouvaient alimenter des craintes pour la survie d'Israël. Et aux cibles militaires de l'invasion du Liban s'ajoutaient les innombrables victimes civiles d'une opération qui, dès le départ, suscita des réserves, puis de l'indignation et de la révolte. Des protestations circulèrent sous forme de manifestes et d'appels ; des rassemblements groupant dans les rues des centaines de manifestants juifs relayèrent les premiers appels ; des personnalités connues pour leur attachement profond à Israël et même au sionisme prirent position avec fermeté, quelquefois avec véhémence, contre la politique de Begin. On eut beau, dans les milieux majoritaires de la communauté, crier au scandale. Les ambassades israéliennes s'efforcèrent d'organiser la réplique. La vague ne put être endiguée, révélant, pour la première fois depuis très longtemps, l'existence, au sein des « masses juives », d'un malaise profond qui se trouva d'ailleurs conforté par l'existence, en Israël même, d'une opposition massive et populaire à l'invasion du Liban.

Il est trop tôt pour prévoir l'avenir de cette protestation. Va-t-elle épuiser ses effets ? Se consolider au contraire et se structurer pour proposer, aux communautés juives, une alternative à leur politique traditionnelle de soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël ? Bien des choses dépendent de la manière dont, en Israël même, évoluera la conjoncture politique. Mais des « Juifs diasporiens » ne désespèrent pas d'influencer cette politique dans le sens d'une plus grande modération et d'une plus grande ouverture (en particulier vers les Palestiniens). Il est caractéristique que, parmi les organisations juives américaines, des voix autorisées et nombreuses se sont prononcées en faveur du Plan Reagan que le gouvernement de Jérusalem a repoussé, lui, sans la moindre hésitation.

De l'évolution interne de l'Etat hébreu et des suites de la guerre du Liban pourrait ainsi naître un réaménagement graduel des rapports entre Israël et la Diaspora dont l'unilatéralité pourrait alors évoluer vers une association plus égalitaire où l'attachement coexisterait enfin avec un esprit de plus grande critique et de plus grande liberté.